

Le Monde
27/6 p1

L'Europe attend son Copernic

L'EUROPE a besoin d'une révolution copernicienne. C'est le message lancé, le 12 mai, par Joschka Fischer. Le plus étonnant n'est pas que le ministre des affaires étrangères et chef de file des Verts allemands ait jeté une sorte de pavé dans la mare, c'est qu'il ait été entendu. Le débat sur la « finalité » de l'Europe, qu'avaient souhaité sans grande conviction les Quinze depuis deux ou trois ans, a brusquement « pris ». Chacun y va de sa contribution, pose des questions, présente des objections, oppose des arguments tirés parfois du vieux fonds « souverainiste », mais discute. Jusqu'à Tony Blair et José Maria Aznar, qui y sont allés d'une contribution commune, éluant, il est vrai, la question des institutions.

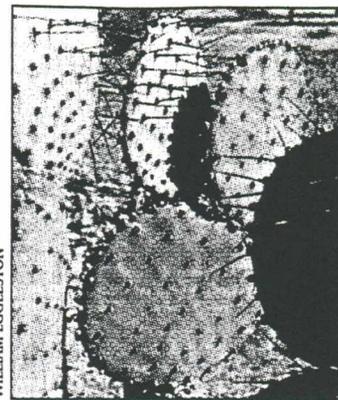
Même s'il ne se veut pas à proprement parler une réponse à Joschka Fischer, le discours - prévu de longue date - que Jacques Chirac prononce, mardi 27 juin, au Bundestag à Berlin, donnera la position solennelle de la France dans ce débat, au-delà des tâches de la présidence française. Les réformes des institutions, qui devraient être décidées au Conseil européen de Nice en décembre, ne peuvent au demeurant être envisagées en

elles-mêmes, indépendamment des objectifs que les Quinze - ou certains d'entre eux - se fixent à plus long terme. On ne saurait donc refuser de discuter de la « finalité » de l'intégration européenne, sous prétexte que nous attendent des problèmes plus urgents, sinon plus exaltants, comme le nombre de commissaires, la pondération des voix, les votes à la majorité qualifiée ou les coopérations renforcées. Toutes choses importantes, mais qui prendront un sens très différent selon qu'elles apparaîtront comme des mesures tactiques destinées à permettre le prochain élargissement ou comme les prémisses d'un nouveau bond en avant dans la création d'une union politique.

Il faut entendre la « finalité » de l'Europe dans les deux sens du terme « fin » : objectif et limite. Les deux sont liés. C'est parce que les limites de l'Europe ont été repoussées par la disparition du rideau de fer que la question du « pourquoi l'Union européenne ? » se repose avec autant d'acuité.

Daniel Vernet

Lire la suite page 20
et nos informations page 4



WILLIAM EGGLESTON

PHOTOGRAPHIE

Couleurs du désert

La Fondation Cartier pour l'art contemporain consacre une exposition au désert. Des photos du XIX^e siècle, dix commandes passées à des artistes, et un grand parrain, le gentleman voyageur Wilfred Thesiger. William Eggleston a choisi les déserts du Sud-Ouest américain, et en couleur (photo). p. 33

International.....	2	Aujourd'hui.....	28
France.....	7	Météorologie.....	32
Société.....	10	Jeux.....	32
Régions.....	13	Immobilier/annonces	36
Carnet.....	14	Culture.....	33
Horizons.....	16	Guide culturel.....	35
Entreprises.....	22	Kiosque.....	38
Communication.....	24	Abonnements.....	38
Tableau de bord.....	25	Radio-Télévision.....	39

L'Europe attend son Copernic

Suite de la première page

C'est parce qu'il est politiquement impensable et moralement insoutenable de refuser l'entrée dans l'UE des Etats européens libérés du communisme qu'il faut repenser l'organisation de cette union, sous peine de la rendre ingouvernable. L'idée avancée par des hommes politiques venus d'horizons variés est celle d'un « noyau dur » composé d'Etats membres qui veulent aller plus loin dans l'intégration, jusqu'à former une « fédération d'Etats-nations », pour reprendre la formule de Joschka Fischer empruntée à Jacques Delors.

Autour de ce groupe central graviteraient les pays membres qui ne pourraient pas ou ne voudraient pas en faire partie mais qui respecteraient l'acquis communautaire qu'ils ont accepté en adhérant à l'UE. On peut imaginer deux autres couronnes au-delà de ces deux cercles concentriques. L'une serait composée des pays européens qui ne sont pas en mesure, à brève échéance, de remplir les obligations de l'acquis communautaire mais qui ont vocation à faire partie de l'Union (par exemple les Etats balkaniques) ; la plus éloignée du centre rassemblerait les pays qui veulent avoir des liens privilégiés d'association ou de partenariat avec l'UE sans pour autant en devenir membres.

Les objections faites à ce schéma portent essentiellement sur sa complexité, sur les critères d'appartenance à tel ou tel groupe et sur les liens et les passerelles entre les différents cercles. Elles sont à prendre en considération. Elles ne doivent cependant pas être une manœuvre dilatoire pour empêcher un débat sur le fond. Des experts, qui ont réfléchi par exemple à la compatibilité entre les institutions de l'Union – telle qu'elle existe aujourd'hui – et un éventuel « noyau dur », ont des solutions à proposer. Certaines passent par une Commission plus ramassée, moins nombreuse, moins tributaire des Etats. C'est justement un des sujets traités pendant la présidence française... D'autres schémas s'appuient sur un renforcement de la coopération intergouvernementale. D'autres encore proposent un système mixte.

« FEUILLE DE ROUTE »

Le débat ne fait que commencer, qui porte, qu'on le veuille ou non, sur la Constitution de l'Union européenne. Avec le terme de « fédération » ou la question des « frontières » de l'Europe, l'idée de Constitution européenne était au fil des ans devenue taboue, comme si ne pas nommer les choses facilitait la solution des problèmes. Au lieu de simplifier en s'inspirant de l'histoire constitutionnelle des grands ensembles démocratiques, on a empilé les institutions les unes sur les autres, sous prétexte que l'Union européenne était une construction sui generis.

Dernier exemple en date : la création du poste de haut représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (M. PESC). Son

poste avait été pensé pour donner une certaine cohérence aux relations extérieures de l'Union, partagées jusqu'alors entre quatre ou cinq commissaires auxquels s'ajoutait la troïka issue du Conseil européen.

Parce que les commissaires sont jaloux de leurs pouvoirs et parce que les quinze chefs de diplomatie nationales ne veulent pas d'un vrai ministre européen des affaires étrangères, on a créé une fonction supplémentaire sans rationaliser les procédures. Cette fonction est sans doute utile, et on peut compter sur Javier Solana pour la remplir avec brio, mais elle ne résout pas le problème qui l'a suscitée, et le moment paraît loin où l'Europe sera en mesure de parler d'une seule voix.

Joschka Fischer a comparé la constellation actuelle de l'Union européenne au système de Ptolémée : chaque fois qu'on découvre une nouvelle planète, on lui trouve une petite place sur la carte. Copernic place le Soleil au centre du système et fait graviter les planètes

autour de lui. C'est cette révolution que l'Europe attend : des institutions simples, transparentes, entretenant entre elles des rapports compréhensibles pour les citoyens.

Les coopérations renforcées vers lesquelles les Quinze semblent se diriger – certains en traînant les pieds – pour dépasser le dilemme élargissement-approfondissement ne répondent pas à cette exigence. Au contraire. Elles risquent de compliquer encore la géographie européenne sans répondre aux interrogations de fond. Elles sont plus une étape qu'une fin en soi. Elles n'ont de sens que si elles s'insèrent dans une stratégie à plus long terme.

La présidence française ne peut certes pas résoudre tous les problèmes. Elle sera un succès si, au-delà des objectifs modestes que les Quinze se sont fixés, elle convainc les partenaires de la France de mettre au point une « feuille de route » plus ambitieuse qui permette à l'Europe d'avancer.

Daniel Vernet

Les Allemands attendent de M. Chirac un engagement européen au Reichstag

Le point fort de la visite officielle du chef d'Etat français sera le discours qu'il doit prononcer mardi à Berlin, devant les députés, sur fond de relance des relations entre Paris et Berlin avant la présidence française de l'Union européenne

Le président Jacques Chirac effectue dimanche 25, lundi 26 et mardi 27 juin sa première visite d'Etat en Allemagne, sur fond de relance du couple franco-allemand avant la présidence française de l'Union euro-

péenne, le 1^{er} juillet. Le rapprochement entre Paris et Berlin a été illustré dès dimanche soir à l'occasion d'une interview commune donnée par le chancelier social-démocrate allemand Gerhard Schröder et le

président Jacques Chirac à la deuxième chaîne de la télévision publique allemande (ZDF) : « Mon ambition, ce à quoi je suis résolu, c'est, grâce à l'entente et à l'amitié franco-allemande, de progresser et de

poursuivre cette grande aventure européenne », a déclaré M. Chirac. Lundi, Jacques Chirac sera reçu par le président Johannes Rau. Mais le point fort de cette visite sera le discours qu'il doit prononcer,

mardi, dans le bâtiment historique du Reichstag, où siègent les députés du Bundestag à Berlin. Il est le premier chef d'Etat étranger invité à s'y exprimer depuis le déménagement de la capitale de Bonn à Berlin.

BERLIN

de nos envoyés spéciaux

Enfin seul. A lui les honneurs du Reichstag, à lui la réponse attendue de la France au discours de Joschka Fischer. A lui le symbole de ce couple franco-allemand ressoudé, réconcilié, retrouvé. Trois jours durant, à l'occasion de sa visite d'Etat en Allemagne. Jacques Chirac va pouvoir savourer le privilège d'incarner seul la France, sans être flanqué de son premier ministre, comme c'est toujours le cas en période de cohabitation. Dîner avec le couple Schröder, entretien télévisé avec le chancelier, visite de l'Exposition universelle de Hanovre, rencontre avec des jeunes, visite d'ateliers sur le livre, le cinéma, les nouveaux médias, Jacques Chirac va profiter de la relance du couple franco-allemand, qui a trouvé un nouveau souffle depuis la rencontre discrète qu'ont tenue les dirigeants français et allemands à Rambouillet, le 19 mai.

Le clou de cette visite d'Etat, la première depuis la réinstallation des institutions allemandes à Berlin, doit être le discours que prononcera le président de la République au Reichstag, mardi 27 juin dans la matinée. La pression est grande. M. Chirac prend la suite de François Mitterrand, qui avait donné un sévère coup de main à Helmut Kohl en 1983, plaidant devant le Bundestag en faveur de l'installation de missiles de l'OTAN en Allemagne. Les Allemands attendent une proposition européenne de la France ;

ils attendent une réponse à la relance de l'Europe fédérale préconisée à la mi-mai par le ministre des affaires étrangères Joschka Fischer ; une réponse aussi à Gerhard Schröder, qui, en s'exprimant le 30 novembre devant l'Assemblée nationale française, avait repris à son compte l'idée française d'« Europe puissance », une concession passée inaperçue à Paris, où son discours avait déçu.

« CONFRÉRIE DU BOUDIN NOIR »

Sur l'Europe, M. Chirac a pris quelques longueurs d'avance sur le premier ministre. Lionel Jospin, réticent sur les idées de M. Fischer, s'est contenté, au sommet franco-allemand de Mayence, début juin, de qualifier de « salubre » le débat lancé par M. Fischer. Le président, qui avait préparé son coup, multiplie ce jour-là les superlatifs pour louer l'« excellent » travail de M. Fischer. Déjà, à Rambouillet, il avait proposé au ministre allemand qu'il lui écrive son discours au Reichstag. Peu importe ce que pense réellement le chef de l'Etat, il doit montrer qu'il incarne la relation franco-allemande depuis l'arrivée au pouvoir de Gerhard Schröder.

A l'époque, il était urgent pour M. Chirac de ne pas ajouter à l'affaiblissement de son pouvoir depuis la dissolution ratée de 1997, depuis son isolement politique dans une Europe « rose ». Aussi multiplie-t-il, dès le début, les démonstrations publiques de complicité avec le chancelier allemand. Les deux hommes



se retrouvent dans un restaurant alsacien et se tutoient aussitôt. « Entre Schröder et Chirac, c'est la confrérie du boudin noir », résume un fonctionnaire à la chancellerie, qui précise que « Chirac est sympa, et il y a des choses qu'on peut dire quand on est sympa ». Schröder qualifie Chirac de « social-démocrate », ce qui semble ravir l'équipe de l'Elysée, mais horriblement Mâtignon. Et puis, gros avantage, Chirac étant de droite, il n'est pas en concurrence avec M. Schröder. « Il est toujours plus facile de s'entendre avec quelqu'un qui n'est pas de sa fa-

mille politique. Dans la famille social-démocrate européenne, il y en a toujours un qui veut devenir le modèle. Aucun n'accepte que l'autre soit le leader. Tout cela n'existe pas avec Chirac », analyse un observateur français.

Jacques Chirac a donc vite oublié que Gerhard Schröder avait refusé au lendemain de son élection de se rendre à son invitation pour participer aux cérémonies du 11 Novembre, qui rappellerait trop la main tenue Kohl-Mitterrand en 1984 à Verdun. L'objectif de M. Schröder, à l'époque, était de

s'affranchir des Français, accusés de mener la danse en Europe depuis des décennies. « La France, pour Schröder, c'était comme une vieille maîtresse que l'on n'aime plus et qui s'accroche, alors que lui n'avait d'yeux que pour Tony Blair, qui lui semblait incarner l'avenir », commente une personnalité de la chancellerie.

M. JOSPIN EN RETRAIT

Mais l'affaire tourne au vinaigre pendant la préparation de la réforme des finances européennes début 1999. Les fonctionnaires allemands tentent d'isoler la France mais aussi de jouer la carte Jospin, pour obtenir qu'une partie des aides à l'agriculture soient cofinancées par les Etats et pas seulement par Bruxelles : la manœuvre devait permettre d'alléger le chèque versé par l'Allemagne à l'Europe. En vain. Le premier ministre français ne veut pas prendre le moindre risque de prêter le flanc aux attaques du président de la République sur ce dossier très politique. La France fait bloc. « On sentait que Mâtignon pouvait être sensible à l'idée d'un cofinancement, mais il sentait derrière lui l'haleine de Chirac, ce qui empêchait d'arriver à un compromis », raconte un fonctionnaire allemand. De fait, Lionel Jospin laisse Jacques Chirac mener la négociation agricole à Berlin, seul tard dans la nuit. Et le président ne cède pas d'un pouce. Le chancelier Schröder, affaibli sur la scène politique intérieure, contraint à un succès à cause de la guerre du

Kosovo qui vient d'éclater, cède en rase campagne et se sent humilié. « Chirac a choisi la vache allaitante aux dépens de la grandeur de l'Europe. Il se conduit comme l'aurait fait Aznar. Mais il s'agit de la grande France ! », persifle-t-on pendant des semaines au ministère des affaires étrangères.

« Schröder était fou de rage », rappelle-t-on encore aujourd'hui à la chancellerie. Dans la foulée du sommet de Berlin, les diplomates allemands boycottent le cocktail de départ de l'ambassadeur de France à Bonn, le mitterrandien François Scheer, qui s'est répandu en propos aigres-doux à leur rencontre pendant les difficiles semaines de négociations. Après Berlin, la leçon sera tirée : il ne faut pas travailler contre les Français, mais avec ; Jacques Chirac a beau être le chef de l'exécutif, il convient de négocier aussi avec le premier ministre, qui a la maîtrise de l'appareil d'Etat, d'autant que la politique européenne concerne de plus en plus les domaines de politique intérieure, qui sont du ressort de Mâtignon. Dans les mois qui suivent, les Allemands tentent de se rapprocher de Lionel Jospin, non sans succès. Mais le premier ministre reste très en retrait, surtout depuis le ratage de son voyage au Proche-Orient, en février dernier. Dans ces conditions, Jacques Chirac a pour l'instant le champ libre.

Arnaud Leparmentier
et Pascale Robert-Diard

Lionel Jospin a du mal à s'imposer en Allemagne

BERLIN

de nos envoyés spéciaux

Pendant longtemps, il avait laissé son ministre des finances, le germanophile Dominique Strauss-Kahn, jouer le rôle de contrepoids à Jacques Chirac. Depuis, il existe un vide qui n'a pas été comblé, même si Lionel Jospin fait des efforts en multipliant les déplacements outre-Rhin. Il s'est ainsi rendu au sommet des modernisateurs, début juin, mais c'est le président américain Bill Clinton qui y a tenu la vedette. Depuis le début, Lionel Jospin ne se sent guère d'affinités avec Gerhard Schröder, qu'il trouve trop libéral. Brigitte Sauzay, conseillère du chancelier pour les relations franco-allemandes, a bien tenté de lier les deux hommes. Elle s'efforce de donner une image intellectuelle du chancelier, lui faisant déclamer du Rilke lors d'une visite du Musée Rodin de Meudon en compagnie de M. Jospin, dont c'est la ville natale.

Cela ne convainc pas. « Ce n'est pas sa culture, il ne cite aucun philosophe, aucun écrivain », commente un fonctionnaire de la chancellerie. Et puis, l'entourage du premier ministre passe mal. « Le côté intellectuel cosmopolite du PS fait trouver à Schröder que le côté plouc, provincial et mal éduqué du SPD n'est pas si mal. Il n'aime pas la gauche

caviar », commente une personnalité de la chancellerie. Le peu d'affection que porte à l'Allemagne le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, se sent. L'obsession protocolaire française agace. « A mon arrivée, j'ai envoyé un fax, les gens de Moscovici n'ont même pas répondu. J'ai demandé à le voir, on m'a répondu que c'était impossible car je n'ai pas le titre de ministre », se plaint un conseiller à la chancellerie.

Surtout, idéologiquement, Lionel Jospin n'a pas grand-chose à voir avec le social-démocrate Schröder, qui se veut avant tout pragmatique. A son arrivée au pouvoir, il se rassure par la présence dans l'équipe Schröder du Sarrois Oskar Lafontaine, le « Lionel Jospin allemand ». Mais en misant à outrance sur le président du SPD devenu ministre des finances, les Français s'immiscent dans la guerre des clans qui fait rage au SPD. « La lutte n'était pas contre Jospin, mais interne au parti, Schröder contre Lafontaine. La gauche du parti expliquait qu'il y avait le bon SPD, qui habitait à Sarrebruck et à Paris, et le mauvais SPD, qui habitait Hanovre et Landres », explique un conseiller de la chancellerie.

Ce malentendu persiste après le retrait de la vie politique de Lafon-

taine, en mars 1999. « Jusqu'à l'été 1999, beaucoup croyaient que Lafontaine reviendrait. Jospin lui-même disait que cet homme ne pouvait pas être mort », confirme un observateur français.

TENTATIVE DE RÉCONCILIATION

Le malentendu est à son comble lors de la publication en juin 1999 du manifeste Blair-Schröder sur la modernisation de la social-démocratie, qui fait passer la France pour un pays ringard. La concurrence entre les leaders de l'Europe rose est alors à son comble.

Le rabibochage n'a lieu qu'à la fin de l'été. Gerhard Schröder cesse de jurer par Tony Blair et reconnaît la

prééminence du couple franco-allemand dans la construction européenne. Son regard sur la politique de Lionel Jospin s'affine. Constatant que la France va économiquement mieux que l'Allemagne, M. Schröder explique désormais qu'il convient, en Europe, non pas de comparer les discours, mais les politiques réellement pratiquées.

Un colloque sur la Mémoire organisé début septembre au château de Genshagen, au sud de Berlin, doit permettre de réconcilier les deux hommes. A l'origine, ils devaient s'y croiser sans s'y rencontrer. Ils s'y verront sans vraiment se parler. Dans son discours, M. Schröder fait des ouvertures à la

France. En réponse, le premier ministre lit un discours académique. Les deux hommes ne passent pas le cocktail ensemble. Le déjeuner en tête-à-tête qui suit se serait passé un peu mieux, mais le vrai dégel n'intervient qu'au congrès du SPD, début décembre : ce n'est pas Tony Blair qui est l'hôte d'honneur de ce congrès qui s'annonçait difficile pour Gerhard Schröder, mais Lionel Jospin, qui aide le chancelier à être réélu en passant du baume au cœur des militants de gauche du SPD.

Les conseillers ont abandonné l'idée de créer une fausse amitié entre les deux hommes. « Jospin et Schröder ne se trouveront jamais sur

le plan intellectuel, ils sont trop différents. Et les rencontres privées sont inutiles : cela fait un flop, quand les couples sont trop dissemblables », commente un diplomate français. L'un finit par ne plus trop s'en inquiéter. « Schröder n'est pas Kohl : il n'est pas l'homme des amitiés. Il voit ses intérêts, l'intérêt du pays », affirme un fonctionnaire allemand. Tant que M. Jospin, qui refuse toute interview à la presse allemande, n'affirme pas son profil européen, les Allemands n'ont du coup guère d'autre choix que celui de se tourner vers le président de la République.

Ar. Le. et P. R.-D.

François Mitterrand au Bundestag en 1983

LA DERNIÈRE FOIS qu'un chef de l'Etat français s'est adressé au Bundestag, c'était le 20 janvier 1983, à Bonn, pour le vingtième anniversaire du traité de l'Elysée. Le discours que François Mitterrand prononça ce jour-là pour défendre la décision de l'Alliance atlantique de déployer en Allemagne de nouveaux missiles nucléaires américains contre l'opposition d'un mouvement pacifiste en pleine effervescence a fait date. Il a scellé entre le président de la République socialiste et le chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl une solidarité politique qui jouera un rôle essentiel dans les développements ultérieurs de l'Europe, notamment lors de la réunification allemande de 1990.

Fraîchement devenu chancelier après le retournement d'alliance des libéraux qui avait sonné le glas du pouvoir social-démocrate, M. Kohl venait de convoquer des élections générales anticipées. L'installation en Allemagne de missiles de croisière et de Pershing II américains, destinée à répondre au déploiement de nouvelles fusées à moyenne portée soviétique visant l'Europe, divisait alors profondément les Allemands. L'ex-chancelier social-démocrate Helmut Schmidt, qui y était favorable, s'était heurté sous son gouvernement à une violente opposition de la jeune gauche socialiste, et des

écologistes. C'était le début du parti Vert. Fallait-il accepter les missiles américains pour maintenir l'équilibre de la dissuasion si les Soviétiques persistaient à déployer leurs SS 20 ou exiger une réduction unilatérale des armements censée impressionner Moscou ? La base du parti chrétien-démocrate était hésitante.

SOLIDARITÉ ATLANTIQUE

Lors de la décision, prise en décembre 1979 par l'OTAN, de riposter à Moscou, la position officielle de la France giscardienne était simple : nous n'étions pas concernés puisque notre dissuasion était fondée sur un armement stratégique indépendant, relativement modeste, qui ne devait pas être inclus dans les négociations entre les deux super-grands. Le discours au Bundestag a été l'occasion pour Mitterrand de marquer solennellement son opposition aux euromissiles et d'affirmer une solidarité atlantique inattendue qui lui attira la reconnaissance d'Helmut Kohl. « L'arme nucléaire, instrument de [cette] dissuasion, qu'on le souhaite ou qu'on le déplore, demeure la garantie de la paix dès lors qu'il existe l'équilibre des forces (...). Le maintien de cet équilibre implique à mes yeux que des régions entières d'Europe occidentale ne soient pas dépourvues de parade,

face à des armes nucléaires spécifiquement dirigées contre elle (...). C'est pourquoi la détermination commune des membres de l'Alliance atlantique et leur solidarité doivent être clairement confirmées pour que la négociation aboutisse. »

Cette déclaration, qui provoqua les applaudissements de la droite allemande, brouilla pour longtemps les relations entre François Mitterrand et le parti social-démocrate de Willy Brandt, dont une grande majorité de députés avait crié à la trahison. Mais il marqua la relance de la coopération franco-allemande, qui avait connu une période difficile après l'arrivée des socialistes au pouvoir en France en 1981. François Mitterrand y attachait un prix particulier. Il avait écarté le texte du discours préparé par les services du Quai d'Orsay, jugé tiède et conventionnel. Avant son arrivée à Bonn, il écrivit un discours avec quelques collaborateurs auxquels il avait donné consigne d'être aimables avec les partenaires d'outre-Rhin, fussent-ils chrétiens-démocrates. Certains y montrèrent même trop de zèle : « N'exagerez pas, leur lança Mitterrand, ce sont tout de même des Allemands ! »

Henri de Bresson
et Daniel Vernier